

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 SECTIONS CONNEXES**

- .1 Section 31 23 15 – Décapage du roc.
- .2 Section 31 23 16.16 – Évacuation du roc

### **1.2 RÉFÉRENCES**

- .1 Définitions:
  - .1 Pollution et dommages à l'environnement : présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
  - .2 Protection de l'environnement : prévention/contrôle de la pollution et des dommages de l'environnement qui exige la considération de la terre, l'eau et l'air; les ressources biologiques et culturelles; et inclut la gestion d'esthétique visuelle; bruit; déchets solide, chimique, gazeux et liquide; énergie radiante et matière radioactive aussi bien que d'autres polluants.

### **1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION**

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à soumettre.
- .2 Passer en revue les instructions relatives aux arbres et aux broussailles qui peuvent être mis à disposition par le Représentant du Ministère avant le début des travaux. Inclure les documents avec le Plan de Protection de l'environnement de l'Entrepreneur.
- .3 Avant le début des activités de construction ou la livraison des matériaux et du matériel sur le chantier, soumettre un plan de protection de l'environnement au Représentant du Ministère aux fins d'examen et d'approbation.
- .4 S'assurer que le plan de protection environnementale comprend un aperçu complet des questions environnementales potentielles connues qui doivent être envisagées/discutées lors de la construction, y compris la protection de toute la végétation et les structures existantes.
- .5 Les actions comprises dans le plan de protection de l'environnement doivent être présentées suivant un niveau de détail correspondant et consistant avec les problèmes environnementaux et avec les travaux de construction à exécuter.
- .6 Le plan de protection de l'environnement doit comprendre, en plus des instructions du biologiste du Représentant du Ministère, ce qui suit :
  - .1 Le nom des personnes devant veiller au respect du plan de protection de l'environnement.
  - .2 Le nom et les compétences des personnes responsables des manifestes de sortie des déchets dangereux à évacuer du chantier.
  - .3 Le nom et les compétences des personnes responsables de la formation du personnel de chantier.

- .4 Une (des) description(s) du programme de formation du personnel affecté à la protection de l'environnement.
- .5 Un plan de prévention de l'érosion et du transport de sédiments, indiquant les mesures qui seront mises en œuvre, y compris la surveillance des travaux et la production de rapports afin de vérifier la conformité des mesures avec les lois et les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux.
- .6 Les dessins montrant l'emplacement des aires de stockage du matériel/des matériaux, des structures, des installations sanitaires, des dépôts de matériaux en surplus ou de matériaux souillés; les dessins illustrant les méthodes qui seront employées pour maîtriser les eaux de ruissellement et pour confiner/regrouper les matériaux sur le chantier.
- .7 Plans de contrôle de la circulation, y compris les mesures visant à réduire l'érosion des assises des routes temporaires par le trafic de la construction, surtout par temps humide. S'assurer que les plans comprennent des mesures pour minimiser la quantité de sédiments transportés sur les voies publiques asphaltées par les véhicules ou les eaux de ruissellement.
- .8 Plan des zones de travail montrant les activités proposées dans chaque partie de la zone et l'identification des aires d'utilisation limitée ou celles d'utilisation interdite. S'assurer que le plan inclut des mesures pour le marquage des limites des zones et les méthodes de protection des caractéristiques d'usage à être préservée dans les zones de travail autorisées.
- .9 Plan de contrôle des déversements incluant les procédures, les instructions et les rapports à utiliser dans le cas de déversement imprévu de substance réglementée.
- .10 Un plan d'élimination des déchets solides non dangereux, comprenant les méthodes et les lieux d'élimination de ces déchets solides et des débris.
- .11 Un plan de prévention de la pollution de l'air, précisant les mesures pour retenir la poussière, les débris, les matériaux et les déchets à l'intérieur du chantier.
- .12 Un plan de prévention de la contamination, indiquant les substances potentiellement dangereuses qui seront utilisées sur le chantier, les mesures prévues pour empêcher que ces substances soient mises en suspension dans l'air ou soient introduites dans l'eau et/ou le sol, de même que les détails des mesures qui seront prises pour que l'entreposage et la manutention de ces substances soient conformes aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux.
- .13 Un plan de gestion des eaux usées, indiquant les méthodes et les procédures à mettre en œuvre pour la gestion et/ou l'évacuation des eaux usées provenant directement des activités de construction, par exemple les eaux employées pour la cure du béton, les eaux de lavage/nettoyage, et essais hydrostatiques de rinçage des canalisations.

#### **1.4 EXPLOSIFS**

- .1 Le dynamitage ou les autres utilisations d'explosifs sur le chantier ne sont pas autorisés.

#### **1.5 FEUX**

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier ne sont pas autorisés.

## **1.6 DÉFRICHEMENT DU CHANTIER ET PROTECTION DES PLANTES**

- .1 Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et sur les propriétés adjacentes, selon les indications.
- .2 Protéger les arbres et les arbustes adjacents au chantier de construction, aux aires d'entreposage/stockage et aux voies des camions. Entourer les arbres et les arbustes d'une cage protectrice en bois d'une hauteur d'au moins 2 m à partir du niveau du sol.
- .3 Durant les travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées. Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone radiculaire des arbres protégés
- .4 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation.
- .5 Aucuns arbres autres que les arbres morts ou malades ne doivent être coupés ou supprimés, sauf ceux absolument nécessaire pour le décapage de l'escarpement, et l'enlèvement des débris des roches accumulés. Tout enlèvement et/ou élagage d'arbres requière l'autorisation écrite préalable du représentant du Ministère.
- .6 Les travaux de site qui engendrent des dommages aux arbres, qui ont été désignés comme nécessitant une protection spéciale, seront remplacées par l'Entrepreneur.
- .7 Si demandé par le Représentant du Ministère, enlever tous les arbres touchés par les maladies appelées "Dutch Elm disease" ou par "Emerald Ash Borer", en conformité avec les normes de l'agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) pour la gestion des matières contrôlées.

## **1.7 TRAVAUX EXÉCUTÉS À PROXIMITÉ DES COURS D'EAU**

- .1 Les équipements de construction doivent être utilisés sur la surface du sol et au-dessus de la ligne des hautes eaux.
- .2 Ne pas extraire des matériaux d'emprunt du lit des cours d'eau.
- .3 Les cours d'eau doivent demeurer exempts de déblais, de matériaux de rebut ou de débris.
- .4 Empêcher tout sédiment limon/vase ou roches d'entrer dans la rivière en érigeant des barrière de rétention des sédiments et des barrière de captage des roches le long du littoral comme indiqué dans des dessins C-3 et C-4.

## **1.8 AVIS DE NON-CONFORMITÉ**

- .1 Un avis de non-conformité écrit sera émis à l'Entrepreneur par le Représentant du Ministère chaque fois qu'une non-conformité, à une loi, un règlement ou un permis fédéral, provincial ou municipal, ou à tout autre élément du plan de protection de l'environnement mis en œuvre par l'Entrepreneur, est observée.
- .2 Après réception d'un avis de non-conformité, l'Entrepreneur doit proposer des mesures correctives au Représentant du Ministère, et il doit les mettre en œuvre avec l'approbation du Représentant du Ministère. L'Entrepreneur doit attendre d'avoir obtenu l'approbation par écrit du Représentant du Ministère avant de procéder à la mise en œuvre des mesures proposées.
- .3 Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient prises.

- .4 Aucun délai supplémentaire et aucun ajustement ne seront accordés pour l'arrêt/suspension des travaux.
- .5 Signaler tout déversement immédiatement au Représentant du Ministère et au Centre d'action de déversements d'Ontario (le No. de téléphone 1-800-268-6060).

## **1.9 GÉNÉRAL**

- .1 Respecter tous les règlements et les lois Fédéraux, Provinciaux, Municipaux, les codes d'industrie et les normes et les procédures spécifiques en place.

## **1.10 ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

- .1 Maintenir l'aire du site et les équipements dans un état propre et ordonné et retirer tous les matériaux d'ordures et de déchets du site sur une base quotidienne. Il est interdit de jeter les déchets sur le site.
- .2 Éliminer les déchets (pierres/roches, bois, etc.) hors du site dans une installation ou un emplacement approprié.
- .3 Retirer et évacuer les conteneurs et les déchets liquides associés à l'entretien des véhicules et des équipements à un lieu d'élimination des déchets agréée.
- .4 Il est interdit d'évacuer les déchets ou les matériaux volatiles, tels que l'essence minérale, l'huile ou le diluant à peinture dans les voies navigables, égout des eaux pluviales ou égouts sanitaires. Tous les déchets doivent être évacués hors site dans un site d'élimination des déchets agréée. Le représentant du Ministère doit être informé à l'avance de tout transfert des déchets

## **1.11 GESTION DE CARBURANT ET PRODUITS PETROLIERS**

- .1 Exercer une attention particulière dans la manipulation des carburants pour minimiser les possibilités des renversements de carburant. Informer immédiatement le Représentant du Ministère de n'importe quel carburant renversé. L'Entrepreneur est responsable du nettoyage ou la réparation résultant de n'importe quel renversement.
- .2 Aucun ravitaillement/remplissage en carburant n'est autorisée dans une distance de 60 m de tous les cours d'eau, y compris mais non limité à la Rivière d'Ottawa, le Canal Rideau et tout exutoire d'égout pluvial.
- .3 Préparer un plan d'urgence en cas de déversement pour aborder/confronter le potentiel de déversement, les mesures d'intervention et une liste de contact en cas de déversement.
- .4 Fournir des trousse de déversement et de confinement pour tout équipement stationnaire, par exemple, bacs d'égouttement.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**Partie 3      Exécution**

- .1 S'assurer que les cours d'eau et les égouts pluviaux et sanitaires publics demeurent exempts de déchets et de matériaux volatils éliminés.
- .2 Installer des barrières de captage des roches et de rétention de limon selon les dessins C-3 et C-4.
- .3 Fournir une protection supplémentaire de tous les arbres désignés contre les dommages des chutes de pierres/roches /béton projeté et des équipements.
- .4 Tailler les arbustes et les branches nécessaires pour effectuer le décapage du roc requis après l'approbation obtenue du Représentant du Ministère.
- .5 Éliminer les branches coupées et le bois hors du site dans une installation approuvée.

**FIN DE SECTION**